

Inégalités mondiales et chômage

Foto | Annie Spratt (unsplash)

Décrire la réalité autour du thème «Inégalités mondiales et du chômage» est un grand défi tant les situations, à travers le monde sont diverses et variées. Malgré la fatigue, l'angoisse du lendemain, les privations, des hommes et des femmes trouvent encore de l'énergie pour participer à la vie communautaire, pour se regrouper au sein d'organisations sociales, syndicales ou politiques. Animés d'une foi profonde en l'humanité, ensemble, ces travailleurs et ces travailleuses luttent pour revendiquer, en particulier auprès des gouvernements des droits pour plus de justice et de protection sociale.

C'est donc à partir de cette réalité vécue, autour du thème «Inégalités mondiales et chômage» que témoignent des militants des mouvements affiliés au MMTc, venus des quatre continents.

Être ou ne pas être, c'est la question posée par Julián Rigau Hilário Bacallao (Amérique Nord Centrale et Caraïbe). Il souligne qu'encore plus dévastatrice que la crise socio-environnementale –que le Pape François dénonce prophétiquement– c'est sans aucun doute la «crise d'identité» que connaît notre civilisation qui fait des ravages.

Illégalité mondiale et chômage, par G. Augustin Mangalaraj, président du Mouvement des Travailleurs Chrétiens Inde. En nommant comme illégale, un certain nombre d'activités mettant en péril l'existence même de la terre, il développe un concept très important et novateur.

Défendre les droits des travailleurs ici et là-bas, par Cédric Leterme Docteur en Sciences politiques et sociales, chargé d'étude au CETRI et au GRESEA, Belgique. Dans cet article, destiné à alimenter notre réflexion, l'auteur nous invite à élargir notre regard aux dimensions du monde.

Inégalité, une différence naturelle? S'interroge Jean Pierrot, du mouvement Iray Aina de Madagascar. Dans la vie active professionnelle, économique, sociale, culturelle, politique ce mot revient chaque fois dans des débats, discours, slogans etc., mais jamais, on approfondit. Jamais on ne se pose la question d'où vient cette inégalité et quels sont ses effets. Est-ce une cause naturelle? Les effets sont-ils plus graves que celui d'injustice? Une question dont on aimerait avoir la réponse. D'accord ou pas d'accord le débat est lancé. A nous de le reprendre.

Le néolibéralisme échoue en Amérique du sud, par Marcelino T. V. de Almeida, Conseiller MMTc Amérique du Sud. Partout dans le monde, le projet néolibéral ne correspond pas aux souhaits de la majorité de la population.

Témoignage sur certains aspects de l'inégalité sociale en centre Afrique, Joseph Roméo Ngatte, Vice-Président du MTC Centrafrique, et Louis Baïnilago, membre du MTC Centrafrique: Le MTC face à la problématique des inégalités sociales. Il existe, dans le contexte centrafricain comme ailleurs, diverses for-

mes d'inégalités sociales (les inégalités sociales, les inégalités économiques, les inégalités de patrimoine) que nous observons au quotidien de notre vie de citoyen chrétien.

Un temps pour changer! Bernard Robert, aumônier international. Pour changer ce monde injuste, il faut sans doute accepter de se changer les premiers. La parabole de la paille dans l'œil du voisin, et de la poutre qui est dans le nôtre (Luc 6, 41 et +) est toujours d'actualité. Selon François, «Seul l'œil visagé de l'autre est capable d'éveiller le meilleur de nous-mêmes. C'est le moment de restaurer une éthique de fraternité et de solidarité, en régénérant les liens de confiance et d'appartenance...». Une grille de révision de vie, à la fin de l'article permettra à chacun et à chacune de réfléchir en équipe et d'aller plus loin dans ses engagements.

Comme chrétien et comme militants du MMTc, nous croyons profondément que c'est ensemble, collectivement que nous pourrions lutter pour la justice sociale dans le monde. Peu importe notre pays, notre continent, l'injustice liée au système économique touche tout le monde, sans distinction de race, de couleur ou de sexe... ■

Mariléa Damasio
Secrétaire
Général du MMTc



Être ou ne pas être, c'est la question⁽¹⁾

Plus dévastatrice que la crise socio-environnementale –que le Pape François dénonce prophétiquement– c'est sans aucun doute la «crise d'identité» que connaît notre civilisation. Et cela en raison de ses graves conséquences dans tous les domaines de la coexistence et des relations humaines, disons politique, économique, social, environnementale... à des fins culturelles.

La situation à laquelle nous sommes confrontés est magistralement exprimée dans la phrase forgée par l'un des politiciens d'Amérique Centrale qui a été le promoteur du bien commun pour son peuple: «Celui qui ne vit pas comme il pense, finit par penser comme il vit»⁽²⁾. Quelques exemples, pris au hasard: C'est l'homme politique qui dans la campagne électorale a présenté un programme gouvernemental avancé pour éradiquer les maux qui affligent ses compatriotes, et une fois investi à la présidence ignore ses promesses; c'est le prêtre qui, se consacrant comme ministre de l'Évangile, se comporte devant ses paroissiens en se détachant des «paroles et actions» de Jésus de Nazareth; c'est le médecin qui, ayant accepté le serment d'Hippocrate, est plus enclin à rechercher un niveau élevé de confort individualiste, oubliant les personnes à la vie précaire qui ne peuvent pas payer les soins hospitaliers; c'est l'enseignant qui, connaissant ses capacités à responsabiliser les élèves, accepte les méthodes de l'enseignement bancaire qui, loin de libérer, désintègre la société...

C'est pour toutes ces raisons que persistent d'innombrables phénomènes qui provoquent le désespoir, l'iniquité et la perte de responsabilité civique, tels que: l'émigration croissante, principalement de jeunes des pays du Sud vers ceux du Nord; la corruption politique administrative causée par les mafias gouvernementales de la drogue et le fossé grandissant entre riches et pauvres; l'abandon des idéologies sensibles à la recherche du bien-être et des garanties de qualité de vie pour les citoyens ordinaires; le fondamentalisme religieux ou culturel qui justifie avec autorité le pouvoir d'une caste, d'une famille, d'un groupe belliqueux...

Certes, la pandémie déclenchée par le coronavirus SARS-COV-2 a mis en évidence la crise financière qui montrait des signes il y a déjà une décennie. Les systèmes de santé se sont effondrés, ainsi que les systèmes de sécurité sociale, la force des syndicats et des mouvements sociaux. Elle a également permis d'augmenter la fortune de nombreux milliardaires et des industries pharmaceutiques qui ont profité du créneau des vaccins et des mesures de confinement. Cela a permis parfois aux régimes autoritaires et tyranniques

de consolider leur pouvoir et d'écraser ainsi toutes les manifestations de dissidence et opposition interne.

Dans notre région, il y a des faits concrets, dans cette dernière période, qui manifestent des irrégularités de la légalité, par exemple: Au Guatemala, le président Alejandro Giammattei, qui a promis de lutter contre la corruption, a fait lui-même l'objet d'une enquête pour corruption présumée avec des hommes d'affaires russes...; Au Nicaragua, le duo Ortega-Murillo a détenu 46 opposants dans ce qui est identifié comme «l'escalade répressive du contexte électoral», le mandat d'arrêt contre l'écrivain Sergio Ramírez est notoire...; A Chiapa au Mexique, le Collectif d'Observation et de Surveillance des Droits Humains est solidaire des personnes blessées et tuées dans l'accident de la route impliquant une remorque transportant 107 migrants à destination des USA...; En République dominicaine, le Mouvement de la sécurité sociale «digne» a appelé à une réforme globale et structurelle du système de sécurité sociale tel qu'établi dans la loi 187-01; A Cuba, des milliers de citoyens manifestent dans plusieurs villes le 11 juin pour réclamer des espaces de participation, de liberté et d'amélioration des conditions de vie, de ravitaillement...

Ces faits, et bien d'autres documentés, diagnostiquent une réalité marquée par le manque de respect institutionnel, constitutionnel, gouvernemental et financier qui pousse le peuple à dire: ASSEZ MAINTENANT! ■



Julian Rigau

Coord. Caraïbes,
Amérique Nord/Central
du MMTS



⁽¹⁾ Hamlet, William Shakespeare.

⁽²⁾ José Figueres Ferrer, costaricain, 1906-1990.

Illégalité mondiale et chômage

Depuis des temps immémoriaux, le sommet de la création est l'être humain. Et ce dernier est censé être le protecteur de la terre et de ses habitations, vivantes et non vivantes. Autrefois, Il accomplissait correctement son devoir en prenant soin de l'univers, mais au fur et à mesure que la civilisation se développait, l'avidité de quelques êtres humains augmentait au point de vouloir posséder la planète Terre et la contrôler.

Son esprit et son cœur ont dévié dans l'utilisation de la nature et ont commencé à mettre en œuvre divers moyens pour être le maître de la planète Terre. Les méthodes adoptées par ces personnes, pour remplir leur «coffre à trésor» et être le propriétaire de toute la race humaine, les ont progressivement poussées à adopter des moyens illégaux pour réaliser leur avidité. Cela a entraîné un environnement irrémédiablement endommagé, la déstabilisation du gouvernement élu, le déséquilibre de la biodiversité, la mise en danger de la santé de la planète Terre, la violation des droits de l'homme, la pollution de l'air, la pollution sonore, la pollution de l'eau, la déforestation, etc.

Voici quelques activités illégales bien organisées et qui détruisent l'existence même de la terre:

1) L'Exploitation minière excessive:

Les effets de l'exploitation minière sur l'environnement peuvent se produire dans des limites admissibles, mais lorsque l'exploitation minière est excessive, elle est illégale et entraîne une érosion à grande échelle, des dolines (cuvettes creusées dans le calcaire), un déséquilibre de la biodiversité, une contamination du sol, une contamination des eaux souterraines et/ou de surface par les produits chimiques. L'extraction excessive de sable par des moyens illégaux, l'extraction de minerai de fer, de manganèse, de bauxite, d'uranium, de calcaire, de marbre, de charbon, de pierres précieuses, de mica, de graphite, etc. pour ne citer que quelques exemples qui affectent la nature ainsi que les humains. Plus de 260 000 personnes risquent de perdre leur emploi, direct ou indirect, en raison de la fermeture des mines marchandes d'ici mars prochain. Cette situation survient alors que notre pays (l'Inde) traverse sa pire crise de l'emploi depuis plus de 40 ans.

2) La surpêche: Lorsque trop de poissons sont prélevés dans l'océan, cela crée un déséquilibre qui peut éroder la chaîne alimentaire et entraîner la disparition de certaines formes importantes de vie marine, notamment d'espèces vulnérables



comme les tortues de mer et les coraux.

3) Déforestation: La déforestation fait référence à la diminution des zones forestières à travers le monde qui sont perdues pour d'autres utilisations telles que les terres agricoles cultivées, l'urbanisation ou les activités minières. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que le taux annuel de déforestation est d'environ 1,3 million de km² par décennie. La déforestation est due à des activités humaines telles que l'expansion agricole, l'élevage du bétail, l'extraction du bois, l'exploitation minière, l'extraction du pétrole, la construction de barrages et le développement des infrastructures. Les effets de la déforestation ne se limitent pas à la perte de la couverture forestière et aux conditions météorologiques imprévisibles liées à une mousson défavorable, mais elles sont liées aussi à des inondations, à l'envasement et au lavage des sols, qui entraînent des rendements agricoles faibles et médiocres.

Des activités individuelles illégales causent plus de chômage ou de perte d'emploi

La violation des droits d'auteur. En règle générale, il y a violation du droit

d'auteur lorsqu'une œuvre protégée par le droit d'auteur est reproduite, distribuée, exécutée, exposée publiquement ou transformée en œuvre dérivée sans l'autorisation du titulaire du droit d'auteur. Les violations du droit d'auteur entraînent également une baisse de la qualité des biens de consommation par le biais de produits de contrefaçon de qualité inférieure. Presque tous les pays du monde subissent des pertes de recettes fiscales dues aux ventes illégales de contrefaçons.

Le Piratage de logiciels: Le piratage de logiciels ne nécessite pas un hacker ou un codeur qualifié. Toute personne normale possédant un ordinateur peut devenir un pirate de logiciels si elle ne respecte pas les lois sur les logiciels. Avec un impact aussi étendu, il est important de comprendre ce qu'est le piratage de logiciels et les dangers qu'il présente.

Tout cela est une partie des activités illégales qui causent globalement du chômage. Mettons fin aux activités illégales et créons un nouveau monde d'amour, de paix, de joie, de bonheur, etc. ■

G. Augustin Mangalaraj,
Président du Mouvement
des Travailleurs Chrétiens
L'Inde

Défendre les droits des travailleurs, ici et là-bas

Les crises internationales ont tendance à favoriser un repli des débats et des priorités politiques sur les sphères nationales. La volonté légitime de retrouver une forme de contrôle face à la mondialisation néolibérale ne doit toutefois pas conduire à négliger les nécessaires solidarités internationales, notamment dans le monde du travail.

La crise sanitaire actuelle aura au moins eu ce mérite: remettre au goût du jour des concepts encore tournés en dérision il y a peu: relocalisation, autonomie, souveraineté, démondialisation. «Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner –notre cadre de vie au fond– à d'autres est une folie» concédait ainsi le président Emmanuel Macron le 12 mars 2020. Une «folie» en effet, ardemment encouragée par les thuriféraires de la mondialisation –dont le président lui-même– depuis plus de quarante ans. La prise de conscience est donc salutaire, même si elle apparaît tardive... et opportuniste.

Repli nationaliste

Attention danger Elle comporte toutefois aussi un danger. Celui d'encourager des replis nationalistes qui, dans le meilleur des cas, conduiraient à négliger les déterminants globaux de la sécurité et de la souveraineté, et dans le pire, amèneraient à considérer que celles-ci ne peuvent se construire qu'au détriment de celles des autres. C'est notamment tout le programme de cette «nouvelle» extrême-droite qui recycle le vieux slogan «notre peuple d'abord» dans le registre de l'antimondialisme. Ce faisant, elle capitalise sur un rejet légitime de la mondialisation néolibérale et des logiques de dépossession qui l'accompagnent, mais en les interprétant dans une perspective de lutte identitaire: «patriotes» contre «mondialistes».

Pourtant, une analyse en termes de classes sociales et d'intérêts socio-économiques aboutit à un tout autre tableau. Prenons le cas de la migration. Sous l'impulsion de l'extrême-droite, on la traite de plus en plus comme un «problème» dans une perspective étroitement identitaire: «Ils menacent notre mode de vie». Même les arguments économiques sont exprimés dans ce registre: «Ils viennent voler nos emplois». Or, ces discours masquent –tout en les alimentant– les logiques d'exploitation socio-économiques qui sont à la fois au fondement de la migration et qui bénéficient de son



traitement actuel. Rappelons d'abord cette évidence: la grande majorité des migrants sont des travailleurs et lorsqu'ils ne fuient pas directement la misère économique, les causes de leur départ sont presque toujours liées, au moins indirectement, au fonctionnement actuel de l'économie mondiale (guerres pour les ressources, catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique, etc.). C'est d'autant plus le cas qu'aux facteurs de départ à proprement parler (push factor dans le jargon), il faut également ajouter les facteurs qui jouent sur la demande de migration dans les sociétés d'accueil (pull factors): déficit démographique, besoin de main-d'œuvre peu qualifiée ou au contraire très qualifiée, chaînes mondiales du care, etc.

Les droits de tous dans l'intérêt de tous

La migration est donc à la fois une conséquence et un rouage essentiel des rapports de domination et d'exploitation à l'échelle de la planète. En particulier lorsque, loin de la freiner pour mettre fin à une hypothétique «guerre de civilisations», les discours et les politiques anti-migrants l'instrumentalisent en réalité dans une lutte de classes qui ne dit pas son nom, et ce à deux niveaux: d'abord en justifiant des sous-statuts qui favorisent l'exploitation; ensuite en suscitant des divisions au sein des travailleurs. Face à cette situation il est

donc impérieux de rappeler avec force fait entre autres la Confédération syndicale internationale, que «les droits des migrants sont des droits de travailleurs et de travailleuses», et surtout que la défense de ces droits est dans l'intérêt de tous les travailleurs, migrants ou non. Une logique qui vaut d'ailleurs pour l'ensemble des enjeux liés au travail. Que cela soit face au libre-échange, aux délocalisations ou encore aux conséquences des crises environnementales, défendre les droits des travailleurs ici ne peut se faire efficacement que si l'on défend, en même temps, les droits des travailleurs partout dans le monde. Faute de quoi, la misère des uns –déjà moralement condamnable en soi– finira toujours par être utilisée pour mieux discipliner et fragiliser les autres. ■

Cédric Leterme,
Docteur en Sciences politiques et
sociales, chargé d'étude au CETRI*
et au GRESEA*. Belgique

* CETRI (Centre Tricontinental) est un centre d'études, de publications et de formation sur le développement, les relations Nord-Sud et les enjeux de la mondialisation en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Elle est basée à Louvain La Neuve en Belgique.

* GRESEA est un groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (Bruxelles, Belgique). www.gresea.be

Inégalité, une différence naturelle

Quand on parle d'inégalité, c'est qu'on a au moins deux choses, deux situations, dont l'une est plus grande, supérieure, avantageuse et en meilleure position que l'autre.

Dans la vie active professionnelle, économique, sociale, culturelle, politique ce mot revient chaque fois dans des débats, discours, slogans etc., mais jamais, on approfondit. Jamais on se pose la question d'où vient cette inégalité et quels sont ses effets. Est-ce une cause naturelle? Les effets sont-ils plus graves que celui d'injustice? On a tendance à penser que l'inégalité vient de l'injustice ou vice versa.

Dans une société ou une entreprise, deux personnes de sexe différent occupant le même poste avec les mêmes responsabilités ne perçoivent pas le même salaire. Le salaire de l'homme est légèrement plus avantageux que celui de la femme. Le patron de cette entreprise doit avoir des raisons pour agir de la sorte. Dans des pays africains, les garçons ont plus d'instruction que les filles: On peut dire que là, il y a injustice tandis que dans le premier cas, c'est de l'inégalité.

Le monde entier est divisé géographiquement de manière inégale. Les pays du Nord sont plus riches que ceux du Sud. Dieu a créé le monde avec ses richesses réparties inégalement à travers les pays. Chaque pays est différent de l'autre, par ses ressources minières, humaines, halieutiques, touristiques etc. Les inégalités de la richesse de ces pays ne se revendiquent pas; d'ailleurs à qui adresser la revendication? La loi de la nature fait que un tel a plus de potentialité qu'un autre. Pour les humains, la différence entre deux frères ou deux sœurs est considérée comme de l'inégalité surtout si cela a un rapport au traitement de faveur de l'un par rapport à l'autre. On ne peut pas traiter deux choses ou deux personnes avec égalité absolue. Le fait de servir



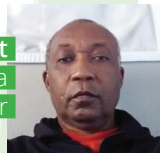
l'une en premier pourrait être mal pris par l'autre. Dans les couches sociales, il a les hiérarchies qui mettent en haut de l'échelle quelqu'un qui est plus instruit, plus âgé, plus sage, plus riche dans une communauté. La place qu'occupe ces personnes les mettent à un niveau plus élevé que les autres ce qui les rendent plus distinct donc en meilleur posture.

Par exemple: Un écolier fils d'un paysan qui fait 7 à 8 km à pied par jour pour aller à l'école par rapport à un enfant d'une personne aisée habitant à 500 m de son école dans une voiture: voilà deux situations d'inégalité mais loin d'être un cas d'injustice. Un chercheur d'emploi ayant un moyen de communication (internet, téléphone) est plus chanceux qu'un autre habitant un village sans réseaux sociaux. C'est un fait naturel.

L'inégalité est partout, et la combattre pour l'anéantir est presque impossible dans ce monde. La vie continue

partout où il y a des différences de niveau social. A-t-on pensé à ce qui se passerait si tout le monde était sur le même pied d'égalité de vie, de connaissance, de pouvoir, de richesse...? Une question dont on aimerait avoir de réponse. ■

Jean Pierrot
Iray Aina
Madagascar



Le néolibéralisme échoue en Amérique Du Sud

Partout dans le monde, le projet néolibéral ne correspond pas aux souhaits de la majorité de la population. Proclamé avec force, par des gouvernements et des hommes d'affaires engagés dans le capital spéculatif, privatisant, prédateur et basé sur un agenda de réduction de l'action de l'État, Ce projet s'est avéré inefficace pour la classe ouvrière depuis les années 1980.



Il n'a apporté que la misère, non seulement pour les Latino-Américains, mais pour le monde entier. Nous l'avons vu avec le passage des tornades dans les villes nord-américaines: ce phénomène de la nature a montré la dure réalité sociale et économique des personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté, sur les terres où est né le Consensus de Washington.

Ce qui n'a pas marché: Nos Mouvements l'ont signalé depuis les années 1990. Par de nombreux séminaires de formation qui avaient pour programme «le projet néolibéral et ses impacts sur la vie de la classe ouvrière», nous avons averti. Malheureusement, la voix des puissants, des propriétaires du capital, à travers leurs puissants médias, s'est fait entendre plus fort. Pourtant le processus historique n'est pas une ligne droite, il vient toujours par cycles, avec parfois deux pas en avant pouvant être suivis de trois pas en arrière. Et c'est ce qui s'est passé dans notre Amérique latine depuis l'invasion des Européens à la fin du XVe siècle: massacre, mort et pillage. Soumission des peuples originels, esclavage et beaucoup d'exploitation. Beaucoup sont allés à la lutte: Tupac

Amaru, Zumbi, représentants légitimes des peuples indigènes et noirs, mais aussi Simon Bolivar, San Martin, Che Guevara. Des latino-américains qui rêvaient de la Grande Patrie, la Patrie où nous sommes, et qui reste à construire. La défaite de l'empire du Nord à la Baie des Cochons (Cuba) au début des années 60, mais aussi les petites victoires éphémères mais significatives, comme Salvador Allende au Chili en 1971, Hugo Chavez au Venezuela en 1998 sont des signes d'espérance. Plus récemment, Luis Inácio Lula da Silva (Brésil 2002), Néstor Kirchner (Argentine 2003) et Cristina Kirchner (Argentine 2007), Evo Morales (Bolivie 2006), Rafael Correa (Equateur 2009) et José Mujica (Uruguay 2010) dans leurs pays respectifs, ainsi que la défaite de la Zone de libre-échange des Amériques... tout cela, réalisé dans la première décennie de ce siècle, prouve que le rêve de Bolivar est encore bien vivant.

Voilà: Un nouveau cycle progressif s'annonce, au début des années vingt de ce 21e siècle mouvementé. Si le néolibéralisme a mis le fascisme, le déni et la barbarie dans son sac, le vent de la démocratie souffle à nouveau sur

ces parties du continent. Le retour de la gauche en Bolivie et en Argentine, la victoire de l'enseignant indigène Pedro Castillo au Pérou et le retour de Lula sur la scène politique au Brésil montrent à quel point nous sommes vivants, à quel point notre travail était important dans le milieu populaire. Cela montre aussi à quel point, les paroles du Pape latino-américain François nous ont aidés pour orienter nos luttes.

Et pour finaliser notre écriture, citons le Chili, laboratoire du projet néolibéral dans la partie sud de l'Amérique, à l'époque sous le commandement du dictateur sanguinaire, Augusto Pinochet, On vient d'y élire Sergio Boric, leadership et fruit de nos luttes. J'espère que lorsque ce texte sera publié, le Chili de Victor Lara et du Père Juan Alcino sera sous le nouveau gouvernement. ■

Marcelino Vidal
de Almeida
Conseiller MMTC
Amérique du Sud



Témoignage sur certains aspects de l'inégalité sociale en Centre Afrique

«Tu aimeras ton prochain comme toi-même» Marc 12, 31. Voilà des propos d'une vérité implacable et qui doivent guider à jamais tout chrétien et donc tout Mouvement des Travailleurs Chrétiens à travers le monde.

L'être humain étant fait à l'image de Dieu, et Dieu l'incarnation, la manifestation suprême de la bonté, de l'amour incommensurable, il s'ensuit que cet être humain, que nous sommes, doit également se révéler comme l'expression de la bonté et de l'amour fraternel et imbu d'une fraternité essentiellement universelle. Pour une telle fin empreinte de spiritualité incisive, le MTC, où qu'il soit et en tout temps, doit lutter contre l'extension et les pratiques qui tendent à aggraver les inégalités sociales.

A) Le MTC face à la problématique des inégalités sociales. Il existe, dans le contexte centrafricain comme ailleurs, diverses formes d'inégalités sociales (les inégalités sociales, les inégalités économiques, les inégalités de patrimoine) que nous observons au quotidien de notre vie de citoyen chrétien. Nous nous intéressons ici surtout aux inégalités sociales qui comportent diverses facettes. Il s'agit notamment, entre autres.

Des inégalités de genre: Bien que l'Assemblée Nationale eût voté la loi de parité hommes/femmes, l'écart des effectifs des femmes et des hommes élus demeure béant et l'extrême majorité des hommes occupent les hautes instances de décision au niveau de ladite Assemblée Nationale. La même situation d'inégalités sociales hommes/femmes au niveau du gouvernement s'impose: sur plus d'une trentaine de ministres, on en compte actuellement seulement environ 07 (six) femmes ministres. Depuis l'indépendance du pays il y a 62 ans, une seule femme a pu accéder en 2014 au poste de présidente de la République contre 8 hommes qui se sont succédés audit poste depuis 1958 jusqu'en 2022. Au sein de l'Université de Bangui, il n'y a actuellement aucune femme occupant un poste de doyen de faculté. On peut compter environ deux ou trois directrices, quatre ou cinq femmes qui assument les fonctions de chef de service contre plus d'une trentaine pour les hommes.

Au niveau des Forces armées centrafricaines, on compte plus d'hommes que de



femmes et il n'y a pas de femme ayant accédé au grade de général d'armée jusqu'à ce jour. Quant aux transports urbains des passagers (taxi-motos, taxis, bus), c'est ici un travail exclusivement masculin. Au niveau des ménages, la très grande majorité de femmes font les travaux ménagers, s'occupent des toilettes des tout petits enfants, des repas, entre autres.

B) Le MTC face à la question du chômage. El l'avènement du COVID-19: Comme partout ailleurs, les mesures draconiennes prises aussi bien au niveau interne qu'externe pour limiter la propagation de cette pandémie, celle-ci a eu des effets négatifs sur le plan de la circulation des hommes et des biens divers et qui a conduit non seulement à la mise en chômage de bien des travailleurs, mais encore à la restriction d'offre d'emploi. Une telle situation a provoqué au mois de Décembre 2021 le soulèvement en grève de certains enseignants recrutés par l'Université de Bangui mais qui tardaient à être intégrés dans la fonction publique centrafricaine à cause des restrictions budgétaires découlant de l'avènement du COVID-19.

La récurrence des crises socio-militaro-politiques: Les diverses crises socio-militaro-politiques récurrentes en Centrafrique non seulement ont empêché les populations rurales à cultiver leurs champs mais également les trafics des marchandises inter-états notamment en Afrique Centrale, ce qui a eu des impacts nuisibles sur les offres d'emploi. Les discriminations au plan politique, ethnique, régional et sexiste ont constitué et constituent toujours

des obstacles graves à l'accès à l'emploi en Centrafrique. A chaque conquête du pouvoir politique par un parti politique, ce sont toujours les membres dudit parti et de l'ethnie du président de la République, qui sont davantage privilégiés pour occuper divers emplois.

Les impérities du système éducatif centrafricain: Les programmes d'enseignement et de formation sont largement inadaptés aux exigences du monde moderne et aux besoins fondamentaux des populations actuelles et se révèlent donc amplement inappropriés aux impératifs du marché de l'emploi de nos jours. En outre, les enseignants et les formateurs de formateurs reçoivent des formations initiales peu performantes et donc pas en mesure de les amener à susciter chez les apprenants à leurs dispositions de véritables esprits d'innovation et de créativité dans divers domaines des expériences humaines.

En somme, face aux maux qui gangrènent les conditions du bien-vivre ensemble, le MTC de Centrafrique doit s'armer des paroles du CHRIST, «j'ai eu faim, et vous ne m'avez pas donné à manger; j'ai eu soif, et vous ne m'avez pas donné à boire; j'étais étranger, et vous ne m'avez pas recueilli; j'étais nu, et vous ne m'avez pas vêtu; j'étais malade et en prison, et vous ne m'avez pas visité», Matthieu 25, 42-43. Les membres du MTC Centrafrique doivent s'évertuer véritablement à être «le sel et la lumière» parmi les enfants de Dieu, que contient ce merveilleux pays qu'est le Centrafrique, et pour les ramener à lui en s'armant aussi des propos du Christ qui souligne l'égalité entre les enfants du Créateur du ciel et de la terre en termes de «Il n'y a plus ni Juif ni Grec; il n'y a plus ni esclave ni libre; il n'y a plus ni homme ni femme; car tous vous êtes un en Jésus-Christ», Galates 3, 28. ■

Joseph Roméo Ngatte

Vice-Président du MTC Centrafrique

Luis Bañilago

Membre du MTC Centrafrique

Un temps pour changer!



Les pages précédentes ont permis de donner des faits incontestables, et de commencer des analyses pertinentes... mais nous ne pouvons pas en rester là! Animés par notre Foi et notre Espérance de militant chrétien, nous devons AGIR! Dans un de ses derniers livres *Un temps pour changer*, le pape François nous éclaire le chemin: «La COVID, en frappant notre monde entier, y révèle le cauchemar éveillé, que vivent bon nombre des hommes de notre temps -Et si l'opportunité nous était ainsi donnée, d'arrêter de nous comporter comme des fous? Si nous voulons sortir de cette crise moins égoïstes que nous n'y sommes entrés, nous devons nous laisser toucher par la douleur des autres».

Nous laisser toucher

Voilà bien une attitude évangélique. Jésus touche les malades, les rejetés... et ils se laissent toucher par Celui qui les remet DEBOUT (Luc, 5 v13, ou 7, v14 ou 8, v54 etc.) A notre tour, en nous laissant toucher par la douleur des autres, nous sommes touchés par le Christ. Et il nous invite à changer d'attitude, il nous invite à remettre le monde, DEBOUT, avec Lui et grâce à l'action de son Esprit. Les exclus, les pauvres, les chômeurs ne sont pas seulement «des gens à aider», mais ils sont des

personnes à inviter, à Aimer. Comme le dit toujours François: «Les pauvres ne sont pas les objets de nos bonnes intentions, mais les sujets du changement. Nous n'agissons pas seulement pour les pauvres mais avec eux».

Vouloir réellement ce changement

St Jacques nous le dit «si tu dis que tu as la Foi et que tu n'agis pas, ta Foi est morte!» (lettre de St Jacques 2, 17-18). Il faut VOULOIR AGIR... pas seulement pour le plaisir de changer, pas seulement pour faire du neuf, du beau ou du juste, mais par Amour de ce monde que Dieu aime. François, toujours: «Les biens de la vie, la terre, le travail et le logement, doivent être mis à la disposition de tous. Ce n'est pas de l'altruisme, ni de la bonne volonté, c'est ce que l'Amour exige...! Le but n'est pas de partager les miettes de notre table, mais à cette table de faire une place à chacun».

Accepter de changer nous-mêmes

Pour changer ce monde injuste, il faut sans doute accepter de se changer les premiers. La parabole de la paille dans l'œil du voisin, et de la poutre qui est dans le nôtre, (Luc 6, 41 et sv) est encore d'actualité. Selon François, encore: «Seul le visage de l'autre est capable d'éveiller le meilleur de nous-mêmes. C'est le moment de restaurer une éthi-

que de fraternité et de solidarité, en régénérant les liens de confiance et d'appartenance. En fournissant un revenu de base universel, nous libérons les gens et nous permettons de travailler dignement pour la communauté».

Révéler le meilleur de nous-mêmes, accepter de se remettre en cause dans sa manière de consommer, de produire, de vivre les relations avec les autres, d'utiliser les ressources naturelles (eau, terre...), de salir et de polluer, etc. ■

Bernard Robert
Aumônier international
du MMTC



Pour aller plus loin... en équipe:

- 1) Qu'est-ce qui est à changer, en moi? Ou autour de moi?
- 2) Comment ce(s) changement(s) peuvent-ils apporter plus d'Espérance dans la société? Dans l'Eglise?
- 3) Qu'est-ce que je vais faire concrètement, personnellement ou en équipe de militants, ou avec d'autres associations, pour changer les situations qui me semblent anormales?



Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens (MMTC)
Bd. du Jubilé, 124
B-1080 Bruxelles (Belgique)
Tel. +32 247 22 79

info@mmtc-infor.com
www.mmtc-infor.com

MMTCWMCW
@MMTC_es
@MMTC_fr

Direction de publication:
Jean-Claude Tolbize y Fátima Almeida
Rédactrice en chef:
Mariléa Damasio

Comité de rédaction:
Membres du conseil international
du MMTC

Conception et mise en page:
HOAC | Publications (Olga Pardo, José Luis Palacios y Abraham Canales)
www.hoac.es

